

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez:



en Grèce

La une

Le nouveau plan du Pentagone pour affronter la marée rose en Amérique Latine

Show électoral aux USA

Les attentats à la bombe au Liban sont liés à la guerre civile en Syrie

Wissam Al Hassan, la dague du dispositif sécuritaire saoudien au Proche orient.

L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs

Venezuela : Pourquoi Hugo Chavez a remporté les élections

L'Islande et le refus de l'austérité

Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?

Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales

[Tous les articles](#)

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*

Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs

[Suivre Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)

Les syndicats sud-africains ont recours aux licenciements massifs et au meurtre contre les mineurs

De [Chris Marsden](#)Global Research, 29 octobre 2012
[wsws.org](http://www.wsws.org)Région : Afrique subsaharienne
Thème: Droits humains et État policier 0

0



Le syndicat national des mineurs cherche à imposer un accord au rabais aux mineurs d'or, qui laisserait des dizaines de milliers de travailleurs licenciés dans les secteurs du platine de l'or et du charbon.

AngloGold Ashanti, le plus gros producteur d'Afrique du Sud, a licencié vendredi la moitié de ses effectifs du pays qui se montaient à 24 000 personnes, et Anglo American Platinum (Amplats) en a déjà licencié 12 000.

Un accord a été annoncé hier après des négociations entre le NUM [syndicat national des mineurs, ndt] AngloGold Ashanti, Harmony, Gold Fields et la Chambre des mines, celui-ci semble quasiment identique aux demandes qui avaient déjà été présentées par les compagnies aurifères et déjà refusé par les grévistes.

Il est trop tôt pour dire si la trahison de la grève va réussir. Au moins 12 000 mineurs d'or et 20 000 mineurs de platine étaient toujours en grève hier. Mais quoi qu'il arrive, le NUM et le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) sont définitivement démasqués comme briseurs de grèves et complices des licenciements massifs, de l'intimidation policière, des brutalités et des meurtres.

Le COSATU a publié cette semaine une déclaration démagogique, menaçant de mobiliser ses 2,2 millions de membres pour manifester contre les licenciements massifs des mineurs, prévenant que « la totalité de la classe capitaliste sera confrontée à toute la puissance des travailleurs organisés et aura également affaire à une forte résistance dans tous les secteurs de l'économie. »

Cette pose est de l'hypocrisie à grande échelle – une ruse pour dissimuler la collusion de la bureaucratie syndicale et des directions dans la suppression des grèves sauvages organisées par plus de 100 000 travailleurs. Le NUM a travaillé contre les grévistes dès le début. Il a du sang sur les mains.

Des preuves ont fait surface montrant la collusion du NUM et du COSATU dans l'ouverture de la voie qui a permis à la police de massacrer 36 mineurs et d'en blesser 72 autres qui faisaient grève contre Lonmin à la mine de platine de Marikana le 16 août.

Un reportage du 12 octobre du journaliste Jared Sacks pour le *Daily Maverick* affirme que les violences à Marikana ont commencé par le meurtre de deux grévistes par des représentants haut-placés du NUM local. Il raconte d'après de nombreux entretiens que « la haine quasi-absolue que tous les habitants, quel que soit leur rapport à la grève, ressentent envers le Syndicat national des mineurs » et que « chaque personne à qui j'ai parlé, sans exception, a imputé le début des violences au NUM... »

Le 8 août, des foreurs ont tenu un grand rassemblement pour demander une augmentation de salaire significative, demande que le NUM a refusé de soutenir.

Le 9 août, une assemblée générale des membres du NUM a accepté de contourner le syndicat et de présenter les demandes directement à Lonmin. Le lendemain, ils se sont rendus jusqu'aux bureaux de la compagnie. La compagnie a envoyé les dirigeants du NUM réprimander leurs membres. C'est alors qu'a commencé la grève sauvage de 3000 foreurs.



Mondialisation.ca on Facebook
Like 2,610
Facebook social plugin

Mondialisation.ca sur Twitter

Les mauvais perdants de la crise syrienne
<http://t.co/pVVAvtjI> about 17 hours ago from
[Tweet Button](#)

Suivre @CRM_CRG 318 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



America's "War on Terrorism"

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Globalization of Poverty and the New World Order

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation

by F. William Engdahl

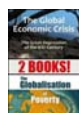
[Buy Now!](#)



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



The Global Economic Crisis

by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

[Buy Now!](#)

Boutique en ligne

Le 11 août, les mineurs se sont rendus au quartier général du NUM demander qu'il soutienne la grève. C'est alors que les « cinq principaux » dirigeants du NUM « et d'autres délégués du personnel, entre 15 et 20 en tout, sont sortis des bureaux et ont commencé à tirer sur les grévistes qui manifestaient [...] sans avertissement et sans avoir été provoqués. »

Deux foreurs ont été tués, identifiés par une personne comme étant S. Gwadidi du puit Roeland et Tobias Tshivilika du puits New Mine. Tous deux étaient adhérents du NUM.

« La police n'a rien fait en réaction aux deux morts du 11 août. Personne n'a été arrêté ou interrogé, » écrit Sacks. C'est ce qui a déclenché les meurtres de représailles par des grévistes contre des représentants du NUM, ainsi que contre des officiers de police et des agents de sécurité.

Les preuves soumises à la Commission d'enquête officielle sur le massacre de Marikana dirigée par le juge Farlam et réunissant les avocats représentant les victimes des violences policières montrent que la réaction du NUM, soutenue par le COSATU et le Congrès national africain (ANC), a été d'appeler à une répression aveugle contre la grève.

Une déclaration publiée par le secrétaire général du NUM Frans Baleni le 13 août affirmait, « le NUM est alarmé par la situation dans les mines de platine et l'escalade de la violence qu'on a laissé se poursuivre malgré la présence des forces de l'ordre dans cette zone de la province du Nord-Est [...] Nous appelons au déploiement d'une force d'intervention spéciale ou de la SANDF [Forces armées nationales d'Afrique du Sud] pour qu'ils s'occupent de manière décisive des éléments criminels à Rustenburg et dans les mines environnantes. »

Le rôle le plus méprisable a été joué par un ex-dirigeant du NUM, maintenant un homme d'affaires millionnaire, Cyril Ramaphosa. Mardi, ceux qui enquêtent sur le massacre de Marikana ont pu consulter de nombreux e-mails qu'il avait rédigés.

Ramaphosa, membre de la direction de l'ANC et considéré comme le candidat favori du COSATU pour la présidentielle, a envoyé un e-mail au chef du service commercial de Lonmin Albert Jamieson, disant, « Les événements terribles qui se sont déroulés ne peuvent pas être décrits comme un conflit social. Ils sont entièrement et honteusement criminels et doivent être considérés comme tels. Il faut qu'il y ait une action concertée pour répondre à la situation. »

Dans un e-mail intitulé « situation de sécurité », Ramaphosa déclare, « Vous avez entièrement raison d'insister pour que le ministre [Susane Shabangu] et en fait tous les représentants du gouvernement comprennent que nous avons essentiellement affaire à une action criminelle. C'est ce que j'ai dit au ministre de la sécurité. »

Ramaphosa aurait contacté le ministre de la police Nathi Mthethwa pour l'inciter à s'en prendre violemment aux mineurs en grève suite au lobbying de Lonmin qui lui a également demandé d'"influencer" la ministre ANC des ressources minières, Susan Shabangu. Il lui a dit que la grève de Marikana n'était « pas un conflit du travail mais un acte criminel » et que « le silence et l'inaction » seraient « mauvais pour elle et le gouvernement. » Il aurait également eu des conversations avec le secrétaire général de l'ANC Gwede Mantashe et le président du NUM, Senzeni Zokawa.

L'avocat Dali Mpfu, représentant les mineurs blessés et plus de 200 autres arrêtés, a déclaré que l'e-mail de Ramaphosa à Jamieson, adressé à « Cher Albert de Lonmin, » est exemplaire de cette « collusion toxique ». Il a été envoyé « exactement 24 heures avant que les gens ne soient abattus sur cette montagne [...] Il est évident que Ramaphosa a été directement impliqué, en conseillant la marche à suivre pour répondre à ces "actions honteusement criminelles", qui, pour lui, doivent être considérées comme telles et traitées efficacement. »

Son intervention a culminé dans le « meurtre prémédité de gens sans défense. »

Ramaphosa n'est qu'un des membres qui ont le mieux réussi parmi la couche avide de la nouvelle bourgeoisie qui est sortie des rangs du COSATU et de l'ANC et a fait fortune grâce à la politique du « *Black Economic Empowerment* » [BEE - Autonomisation économique des noirs, ndt]. Sa compagnie d'investissement, le groupe Shanduka, possède 9 pour cent de Lonmin qui est son partenaire favori pour les programmes du BEE, et il siège au comité de direction.

Dans un entretien accordé à une radio en septembre, Ramaphosa, avait prononcé une excuse de pure forme au sujet de Marikana, déclarant « Je pense qu'une grande partie d'entre nous, les actionnaires, sommes responsables. » Il a enchaîné dans un éclat d'apitoiement sur lui-même, se plaignant que ses 300 millions de rands (27 millions d'euros) d'investissements dans Lonmin étaient « complètement hors du cours [...] pratiquement perdus. »

Article original, [WSWS](#), paru le 26 octobre 2012

Articles de :

Chris Marsden

Sur le même sujet:



Les mineurs sud-africains bravent la répression

Vendredi, 19 octobre, le groupe Gold Fields s'est vanté de ce que la menace de licenciements de masse avait réussi à contraindre les 9.000 travailleurs de son site Beatrix et 90 pour cent des 14.300 travailleurs du site KDC Est à reprendre le travail...

Israël investit dans l'image des mineurs chiliens

Le flamboyant homme d'affaire Leonardo Farkas [photo] a adressé un chèque de 10 000 dollars à chacun des 33 mineurs chiliens rescapés de la mine de San José. Par ailleurs, le gouvernement israélien a invité les mineurs et leurs familles à passer de luxueuses vacances de Noël en Terre sainte afin de les remercier pour la foi qu'ils incarnent...

Résumé du recours « Dexia » intenté par le CADTM et ATTAC contre l'État belge

Le CADTM Belgique, ATTAC Bruxelles 2 et ATTAC Liège, représentés par leurs avocats Pierre Robert et Olivier Stein, ont introduit le 23 décembre 2011 un recours devant le Conseil d'État belge afin d'annuler l'arrêté royal du 18 octobre 2011 octroyant une garantie d'État à certains emprunts de Dexia SA et Dexia Crédit Local SA [1]...

Une cour d'appel des Etats-Unis rejette un recours en justice contre le programme d'espionnage intérieur américain

Vendredi dernier, la Cour d'appel américaine du Sixième circuit a rejeté un recours de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) contre le programme permettant l'écoute sans mandat des communications téléphoniques et électroniques des résidents des Etats-Unis par l'administration Bush. Dans une décision à deux contre un, un comité de trois juges de la cour d'appel, basée à Cincinnati en Ohio, a décidé que les plaignants ne pouvaient contester en cour le programme d'espionnage américain car ils ne pouvaient prouver qu'ils avaient eux-mêmes été directement affectés par le programme...



Le meurtre de ben Laden et la « guerre contre le terrorisme »

Washington et les grands groupes de médias se sont servis du meurtre d'Oussama ben Laden pour lancer une célébration véhémement du militarisme américain. Mais ce qui fait défaut, à la fois dans les discours et les commentaires de presse, c'est une évaluation de la « guerre contre le terrorisme » longue de dix ans, où l'exécution sommaire de ben Laden au Pakistan est acclamée comme une victoire historique...

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Chris Marsden, wsws.org, 2012

English Français
Español Italiano
Deutsch Portugés
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Les plus partagés

Liens

Contactez-nous

Themes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique

Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Geographic Region

États-Unis
Canada
Moyen Orient
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Asie
Océanie

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2012 Mondialisation.ca